

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 44 - VENDREDI 25 SEPTEMBRE 2009

Sauvons notre Poste

C'est l'affrontement social et politique qui, en cette rentrée, est le plus emblématique. La Poste est menacée de privatisation et les forces syndicales, tous les partis de gauche et de très nombreuses associations ont décidé de combattre le changement de statut prévu pour l'entreprise publique. Un comité national organise dans toute la France une votation citoyenne du 28 septembre au 3 octobre prochain. Cette dynamique collective, sociale et politique, associant postiers et usagers, est la condition sine qua non pour qu'un réel bras de fer se produise avec le gouvernement. Une telle convergence est rare par les temps qui courent, gageons qu'elle sera efficace. Le ministre de l'industrie promet qu'il n'y aura pas de privatisation, le porte-parole de l'UMP Frédéric Lefèbvre a assuré que les capitaux resteraient à 100 % publics... Balivernes! Combien de fois le changement de statut d'une entreprise publique en Société Anonyme fut le prélude à une privatisation? À ce jour, nous n'avons pas de contre-exemple. Et à quoi bon changer de statut si c'est pour rester une entreprise à 100 % publique? Nous avons en mémoire les propos du ministre de l'économie qu'était Nicolas Sarkozy en 2004, quand il jurait que l'État garderait au minimum 70 % du capital d'EDF et de GDF. Car aujourd'hui, l'État ne possède plus que 35 % dans le nouvel ensemble Gaz de France-Suez. Chacun a également en tête l'exemple de France Telecom qui a changé de statut il y a treize ans et qui est maintenant détenu au trois quart par des capitaux privés.

Il s'agirait, nous dit-on, de mieux faire face à l'ouverture à la concurrence prévue par l'Union européenne en 2011. Pourtant, cela n'oblige en rien à un changement de statut. Et la France ferait mieux de défendre une coopération européenne des services postaux car la mise en concurrence est une logique néfaste. Partout où la privatisation a eu lieu, les prix ont augmenté pour les usagers, le service s'est détérioré et les effectifs de salariés ont chuté. Car en effet, qui mieux qu'une entreprise publique peut garantir le respect de l'égalité de traitement de tous, quel que soit le niveau de revenu pour le service bancaire, quelque soit le lieu d'habitation pour le service postal? Le prix unique du timbre, par exemple, a un sens politiquement, du point de vue de valeurs telles que la mise en commun, mais il n'en a aucun du point de vue de la logique de la rentabilité strictement économique et financière. Idem pour le livret A, jugé non rentable et pourtant précieux pour les catégories populaires. Au moment où la logique néolibérale faillit, comment peut-on sacrifier l'une des dernières grandes entreprises publiques françaises?

LE MERLE MOQUEUR

On peut être sûr à coup certain que l'homme qui dit: « J'ai certainement beaucoup de défauts mais je ne suis pas un homme qui ment » est un menteur. ●

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

Débats :

→ **Régionales 2010 : quelle innovation, pour quelle victoire ?**

→ **Construire de l'innovation politique – faire force politique ensemble**

Lecture de rentrée :

→ **Réflexions croisées**

● CLÉMENTINE AUTAIN

Communisme : inventaires critiques

Deux livres viennent de paraître, à quelques semaines de distance. Le premier est une réflexion critique à plusieurs voix sur l'expérience révolutionnaire. Il est le fruit du compagnonnage intellectuel de Denis Berger, Michèle Riot-Sarcey, Roger Martelli et Pierre Zarka. Le second est un récit historique ramassé sur la trajectoire pluriséculaire de l'engagement communiste. Tous deux revisitent une histoire plurielle et complexe, de façon distanciée mais non détachée. Une bonne façon d'être dans l'histoire, sans en être prisonnier...

Communistes

Désireuse d'expliquer aux jeunes générations l'engagement communiste, la toute nouvelle maison d'édition La ville brûle (saluons le nom!) a commandé un ouvrage à Roger Martelli qui inaugure donc cette aventure éditoriale.

En moins de 150 pages et avec une maquette originale, l'historien du communisme réussit à rassembler et expliquer sans simplifier cette longue histoire mondiale, pleine de vicissitudes. La compréhension du déclin et de la crise du communisme forme le fil conducteur de l'ouvrage. Le dernier chapitre s'intitule « Fin du communisme ? » Il fait suite immédiatement au chapitre « L'impossible déstalinisation »

L'empathie de l'auteur avec les communistes est évidente mais la distance critique n'est pas absente. Quant à la complexité des courants, elle est simplement exposée. La finesse de ces descriptions n'est pas sans enjeux : avec elle se reconstituent les possibles du communisme, ceux qui ont triomphé, ceux qui

se sont refermés. On notera le « s » du titre Communistes. Le livre fait place aux débats contemporains d'une acuité renforcée avec la fin du soviétisme. On trouve ainsi une discussion et une récusation renouvelée du concept de totalitarisme pour rendre compte du nazisme et du communisme.

Clin d'œil de l'auteur aux lecteurs de Cerises : ils seront heureux de découvrir que le premier à se réclamer du « communisme unitaire » fut un certain Théodore Dezamy, journaliste, qui décrit en

1842 dans le *Code de la communauté* un phalanstère communiste inspiré par le matérialisme du XVIII^e siècle. Au-delà de l'anecdote, on notera que malgré la concision de l'ouvrage, on y apprend encore et toujours. Les portraits de communistes qui émaillent l'ouvrage, comme les tableaux de synthèses en annexe enrichissent le récit.

Cet anticatéchisme est un onguent pour les neurones. Faites-vous du bien.

● CATHERINE TRICOT

APOGÉE ET CRISE DUBOLCHEVISME (extrait du livre de Roger Martelli, pages 127-128)

«Au XX^e siècle, une sorte d'équilibre durable semble se proposer aux communistes. L'onde de choc de la Première Guerre mondiale nourrit d'abord l'espoir d'une généralisation de l'exemple russe, qui déboucherait sur une « révolution permanente » devenant de fait une « révolution mondiale ».

Au milieu des années 1920, le reflux de la vague révolutionnaire oblige à trouver une sorte de substitut : en attendant la reprise de l'offensive révolutionnaire, on peut utiliser la force de l'URSS, à la fois puissance étatique et modèle dont on peut vanter les traits. Mais dans tous les cas, offensive résolue ou accumulation ●●●

●●● des forces, l'essentiel est de bâtir une organisation politique disciplinée, qui apporte la conscience révolutionnaire au monde ouvrier et qui se prépare aux affrontements violents inéluctables. Le modèle bolchevique, dans sa forme « stalinisée », devient la référence majoritaire dans l'espace du communisme politique.

À trois reprises, la rigueur de ce modèle appuyé sur la discipline semble légitimée par la guerre, qu'elle soit « chaude » en 1914 et en 1939, ou « froide » après 1947. Mais s'appuyer sur la guerre ne suffit pas quand il s'agit de conquérir une influence idéologique et morale (une « hégémonie », comme disait le dirigeant et théoricien italien Antonio Gramsci), ou bien quand on doit gérer une société de plus en plus complexe. Dès les années 1950, le système stalinien se disloque et le dispositif construit par Lénine doit être revu de part en part.

Or les essais de réforme échouent, les uns après les autres. Ni le « khroucht-

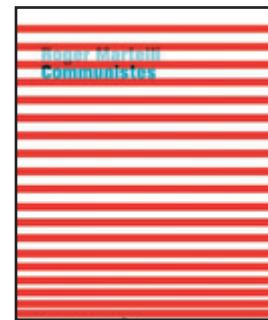
chevisme », ni le « socialisme à visage humain », ni « l'eurocommunisme » ne parviennent à s'imposer. L'ultime tentative menée par Gorbatchev ne peut conjurer le pourrissement du système.

Les traditions politiques, comme toutes les réalités sociales, sont condamnées à mourir, quand elles tournent le dos à leur histoire ou quand elles refusent de se transformer. Il en a été ainsi pour l'héritage du « léninisme ». Ceux qui s'en sont réclamés ont fini par oublier qu'il n'était qu'un moment d'une histoire communiste n'ayant pas commencé en 1917. Ils se sont eux-mêmes convaincus que la forme adoptée universellement entre 1917 et 1919 (le « mouvement communiste ») était le parachèvement et la quintessence de toute une histoire.

Une vision si absolue est dangereuse. L'espoir se transforme peu à peu en foi et ouvre la voie au dogme et aux clergés. Par excès de doctrine, le communisme partisan s'est écarté d'une transformation possible, que beaucoup de responsables

communistes ont fini par identifier au reniement ou à la trahison.

Les échecs dus à cet immobilisme ont conforté ceux qui récusent le communisme en bloc : si le stalinisme est la vérité du communisme et si le stalinisme est un mal, c'est donc bien que le communisme est intrinsèquement pervers... En cela, la décision majoritaire des communistes italiens de renoncer à la référence communiste, en 1991, a été perçue comme le symbole d'une page tournée.»



Roger Martelli,
Communistes,
éd. La ville brûle,
13 €.

Réflexions croisées sur le dépassement du néo-libéralisme

Riches de contenus, les 200 pages se lisent aisément. L'ambition du dialogue conduit par ces cinq auteurs depuis le désastreux échec du mouvement antilibéral devant l'échéance institutionnelle de 2007 ? Faire le bilan des traditions anticapitalistes pour renouveler la pensée et l'action critiques.

Roger Martelli livre ici une synthèse très aboutie de vingt ans de travaux sur le bolchevisme et les communismes. Pourquoi Staline l'a-t-il emporté sur Boukharine et sur Trotsky ? L'hypothèse (page 88) énoncée par l'historien est que la rupture fondamentale qu'opère le stalinisme dans la tradition bolchevique a pu s'appuyer sur « *des failles mentales enchâssées dans la conception de la classe, de la révolution et du parti* ». Cette hypothèse conduit Roger Martelli à revenir sur les différents moments de l'histoire du mouvement ouvrier européen, de ses avancées, de ses défaites et donc

sur l'histoire des représentations et des différentes conceptions du mouvement vers une société socialiste. Bifurcations de l'auto-organisation proudhonienne à la primauté de la lutte politique à compter de 1848, différenciation des orientations provoquées par la Commune de Paris et la social-démocratie allemande... : en quelques développements – qu'on voudrait plus développés – la filiation de la phase léninienne avec le kautskysme de gauche est retracée, les conditions de la défaite de 1924 éclairées par la contextualisation du dédain pour l'anarchisme, de la primauté reconnue à la centralisation et au parti et surtout de la théorisation de la conscience

du but socialiste extérieure au prolétariat. Restituer la part des hommes et des générations sert ici à récuser la résignation à ce qui a été et à ce qui est : le passé a été un croisement de déterminations et de choix, le présent et le futur seront le résultat des choix que nous ferons, de nos aptitudes collectives à remettre sur le métier la critique du capitalisme et à tracer les voies de son dépassement sur la base de conceptions du politique et du social foncièrement renouvelées.

En parallèle, Francis Sittel analyse l'héritage de l'opposition de gauche russe au tournant de 1924 et les conceptions ●●●

●●● de la IV^e Internationale de Raptis, Franck et Germain. Ce retour sur l'histoire des théories du trotskysme est le chapitre où le lecteur aura le plaisir soit de découvrir, soit de faire le point sur des problématiques peu connues et encore moins analysées. Francis Sitel y démonte en premier lieu les conséquences de l'absence de bilan de la LCR à l'apparition de Solidarnosc et au moment de la réunification allemande. Ernest Mandel avait fait évoluer la conceptualisation de la nécessité de révolutionner politiquement l'URSS d'après 1924, qualifiée par Trotsky d'Etat ouvrier dégénéré. La « société de transition bloquée » opposait à l'espoir de réforme de l'intérieur le soutien aux mouvements hongrois et tchécoslovaques des années cinquante et 60 ; à compter de la Charte 77 et de la phase de clandestinité de Solidarnosc, elle conditionna le dialogue avec les « dissidents » au préalable idéologique du socialisme. Ce soutien discriminé à l'aspiration à la démocratie se justifia-t-elle trente ans plus tard ? La question est entière comme est entière la justification ou non de l'opposition entre antilibéraux et anticapitalistes mise en exergue par le noyau Sabado-Bensaïd-Krivine pour surfer sur l'altermondialisme en y préservant la primauté du parti. Est-ce une démarche transitoire que d'exiger des professions de foi d'anticapitalisme, de la part des « dissidents » russes et Est-européens hier, des altermondialistes aujourd'hui ? S'agit-il là du nécessaire ressourcement internationaliste ? Les militants trouveront dans les réflexions rassemblées de Francis Sitel quelques repères de poids pour réfléchir au dépassement des anticapitalismes qui cultivent l'entre-soi et refonder du politique dans chacune des fonctions nécessaires, « mémoire collective », « porteur d'un projet de société », « catalyseur de l'unité de combats innombrables » (page 155).

Dans le chapitre introductif, Michèle Riot-Sarcey revient sur les ambitions révolutionnaires du XIX^e siècle et le point de vue d'un Émile Zola critiquant dans la Commune « ces guerrières... les disciples plus ou moins folles des religions sociales... qui exigent le bouleversement de toute notre société pour prendre la place à laquelle elles ont droit. »

Point de vue de classe, qui jamais ne contamina la culture anticapitaliste ? L'historienne des mouvements sociaux rappelle fort justement que dans les défaites, « des voix multiples ont disparu », privant le camp des vaincus de composantes majeures, et donc des lucidités nécessaires (page 39). L'exaltation de la seule prise du pouvoir, de l'avant-garde et la mythification de l'insurrection : autant de visées réductrices du sens de la Révolution, substituant une portée étroite à la volonté originelle, celle d'une « profonde transformation intérieure dans les rapports sociaux de classe », formulation que l'auteure emprunte à la Rosa Luxemburg de 1905. Et le lecteur est invité à revisiter les rapports entre domination et consentement, c'est-à-dire entre pouvoir et contre-pouvoir : celui-ci ayant toujours à faire face aux politiques d'intégration de celui-là, la question de l'autonomie vis-à-vis de l'Etat n'est jamais acquise, même dans les postures qui se veulent les plus radicales.

Le chapitre « Émancipation et action collective » de Pierre Zarka apparaîtra aux yeux de beaucoup pour la réflexion la plus stimulante car la plus explicite sur les voies à explorer. L'ancien député et ancien directeur de *l'Humanité* reprend la réflexion menée un temps avec Jean-Marie Vincent et Michel Vakaloulis (*Vers un nouvel anticapitalisme. Pour une politique d'émancipation*, éd. Félin, 2003) et la mène à son terme. En fil rouge une interrogation de l'animateur politique : les remises en cause de la doxa des héritiers de la génération des Duclos, Cachin et Thorez n'ont souvent accouché que d'orientations passant de la confrontation à l'accommodation aux institutions françaises et au pragmatisme. Les diverses formes d'absence de distance critique vis-à-vis des institutions sont donc passées au crible (page 171, Une hypertrophie des modes institutionnels) avec une conclusion qui mérite d'être débattue, et pas seulement enregistrée : « être prisonnier du schéma étatique au point de le confondre avec la démocratie conduit à n'opposer au marché que l'État, et son modèle comme la solution... Ce système

de défense n'a jamais abouti, où que ce soit, qu'à la victoire du marché. »

Et c'est sans doute sous la plume de Denis Berger (page 67) que se livre le cœur du dialogue des cinq auteurs entre eux et avec leurs publics : « la question de la démocratie devient centrale. Ordinairement représentée par le fait que l'on puisse voter, la démocratie, dans sa forme concrète, ne peut se limiter à cela, même si le vote y contribue. Or, la démocratie devrait être conçue comme une expérience individuelle d'autotransformation. L'objectif à atteindre est la transformation des comportements... L'aboutissement de ce type de réflexion peut permettre de poser avec une certaine acuité le recours aux principes de "l'autogestion". Principes qui n'ont pas été suffisamment développés dans les années où l'autogestion était en débat, et qui mériteraient grandement qu'on y revienne ».

Lecture utile et stimulante, cet ouvrage mérite que les collectifs militants s'en emparent et organisent des rencontres avec ses auteurs. Car il y a urgence à tirer les enseignements des années passées et à refonder des capacités individuelles et collectives à se projeter dans une alternative au néo-libéralisme.

● EUGÈNE BÉGOC



Denis Berger, Michèle Riot-Sarcey, Roger Martelli, Francis Sitel et Pierre Zarka, *Révolution, les impensés d'un héritage* publient, éd. La Dispute, 15€.

Votation citoyenne pour La Poste

La mobilisation pour un référendum sur le service public postal s'amplifie considérablement. La votation citoyenne est prévue du 28 septembre au 3 octobre. Associations, syndicats et partis, collectivités locales et élus se préparent à mettre à disposition de nombreuses urnes. Ils s'appuient notamment sur de nombreux comités locaux. Si les modalités d'organisation sont relativement souples, le scrutin sera clos le samedi 3 à 18 heures. Pour toute information : www.appelpourlaposte.fr

Ateliers du projet

Le PCF a lancé seul la préparation d'« ateliers du projet », tout en proposant à ses partenaires du Front de gauche – et à eux seuls – de les coorganiser. Énoncé par Pierre Laurent, le but en est de « *construire sur des plates-formes partagées un front encore élargi qui puisse porter dans les mobilisations sociales, dans les prochaines élections régionales et demain au niveau du pays tout entier une politique apte à contrer les logiques libérales* ». Une dizaine d'ateliers de « portée nationale » sont programmés au mois d'octobre, avec pour thème : « Pour un nouveau mode de développement » (le 10 à Paris et le 19 à Bordeaux), « Démocratie » (le 10 à Grenoble et le 20 dans le Val-de-Marne), « Éducation, formation et recherche » (le 13 à Toulouse), « les enjeux de Copenhague » (le 15 à Paris), « Services publics et rôle de l'Etat » (le 15 à Orléans), « Pour une autre utilisation de l'argent » (le 20 à Villeurbanne), « Pour une fiscalité au service du progrès social » (le 22 à Angers), « Quelle alternative à la marchandisation du temps libéré » (le 23 à Montreuil).

Rendez-vous

Si le NPA a indiqué qu'il ne participerait pas aux ateliers lancés par le PCF (en raison de l'invitation faite à toutes les forces de gauche, donc au PS, d'y participer), le 28 septembre se tiendra à Paris à son initiative un rendez-vous entre les différentes forces de la gauche de transformation. Celles-ci ont, semble-t-il confirmé leur présence : PG, PCF, Fédération... La volonté du NPA est de mettre en place un processus de travail sur les contenus et la stratégie en vue des prochaines élections régionales. À suivre dès la semaine prochaine dans *Cerises*.

André Gérin et la burqa (suite)

La Mission d'information sur la pratique du port du voile intégral poursuit ses auditions. Le 16 septembre ont été entendues six associations laïques. Le compte-rendu du président de la Commission, André Gérin, reprend les propos de la représentante de l'UFAL selon lesquels le voile intégral « *est beaucoup plus qu'un signe religieux, c'est un projet politique séparateur qui porte atteinte à la notion de personne. Le voile intégral est un déni de singularité il rejette l'autre. Or le citoyen est une personne qui doit pouvoir être reconnue* ». Et de souligner que la question relève de « *l'ordre public, compris au sens large : le respect de la citoyenneté* ». Au fil des semaines se dessine le fil rouge sombre : compassion (pour ces femmes opprimées), xénophobie (parce qu'elles cacheraient quelque chose), répression (car elles troubleraient l'ordre public). À quand une alternative laïque et émancipatrice à cette approche sécuritaire ? À suivre.

Alternative citoyenne

Les élus d'Alternative citoyenne au Conseil régional d'Ile-de-France (Mouloud Aounit, El-Madani Ardjoune, Tarek Ben Hiba, Jean Brafman, Bénédicte Baret, François Labroille, Mehdi Lallaoui, Claire Villiers, Malika Zediri...) organisent le **1^{er} octobre** une réunion publique sur le thème « Comment contribuer au mieux à un projet et au rassemblement de la gauche de transformation ? Quelles initiatives prendre ? Comment travailler sur des propositions ? ». Ce sera à l'Ageca, 177 rue de Charonne à Paris, à 18 heures.

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau : Gilles Alfonsi
Queues de Cerises : Michèle Kiintz,
Philippe Stierlin, Roger Martelli,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant,
Julien Alapetite

Cerises sur votre boîte mail

Pour recevoir *Cerises* chaque semaine, merci d'envoyer un message à : contact.cerises@gmail.com en indiquant vos noms, prénom, ville et département et l'adresse électronique à laquelle vous souhaitez recevoir *Cerises*.